

## **LA JUSTICE: Un délai fort trop long**

Elizabeth Becker

*International Herald Tribune*

Lors d'une matinée tropicale la semaine dernière, la police a débarqué sur une villa pour y arrêter Ieng Sary et son épouse, Ieng Thirith, en expliquant avec soin les procédures légales à ces deux dirigeants âgés du Khmer rouge.

Il y a déjà près de 30 ans depuis le renversement du régime des infâmes « champs de la mort », où il est estimé qu'1,7 millions de Cambodgiens ont périés. Pourtant, au cours de ces années, personne n'a été tenu responsable de l'un des pires crimes contre l'humanité du siècle dernier.

Pol Pot, leader historique du Khmer Rouge, est mort libre en 1998. Ieng Sary, l'ancien ministre des Affaires étrangères, et Ieng Thirith, l'ancienne ministre des Affaires sociales, tout deux de proches collaborateurs de Pol Pot, ont vécu librement dans le cadre d'une amnistie accordée en 1996 – un acte qui sera certainement levé au cours de leur procès pour crimes contre l'humanité.

Ils sont parmi les cinq hauts dirigeants du Khmer Rouge toujours en vie à être jugés par un tribunal spécial créé avec l'aide des Nations Unies. Le tribunal a tenu sa première audience publique cette semaine.

Mais ce procès est fort trop tard. Des décennies d'impunité ont déjà profondément marqué les comportements de la population à l'égard de la loi et de la justice.

J'avais suivi l'arrivée au pouvoir du Khmers Rouge et je me suis retrouvée au Cambodge pendant deux semaines très éprouvantes durant leur régime. Dans les années suivantes, la facilité avec laquelle les dirigeants ont pu éviter les poursuites m'a terrifié.

Les preuves contre eux étaient plus que suffisantes. Mais durant les derniers jours de la Guerre-Froide, la Chine et les États-Unis ont trouvé que l'opposition du Khmer Rouge contre l'Union Soviétique était indispensable. C'est après cela que le régime Hun Sen, lui-même un ancien dirigeant de plus bas niveau du Khmer Rouge, a résisté au procès, en disant qu'il était inutile de rouvrir de vieilles blessures.

D'ailleurs, Hun Sen ne voulait rien à voir avec un procès équitable. Son régime a pu cimenter son propre pouvoir et sa richesse en ignorant toute justice et la primauté du droit.

Du fait de l'héritage de cette anarchie, il sera très difficile de rendre la justice lors du procès du Khmer Rouge, et plus difficile encore d'en faire un événement d'amélioration de la société Cambodgienne.

Au Cambodge, tel qu'il est aujourd'hui, la justice se vend au plus offrant. En effet, des agents Cambodgiens et étrangers ont fait la chronique des exemples innombrables de commis en train d'accepter ouvertement de larges sommes d'argent avant que le juge ne rende son verdict. Des rivaux politiques du gouvernement ont été assassinés sans aucune conséquence pour leurs assassins. Les agents de police acceptent des paiements illicites pour tourner leur dos à la vente de jeunes enfants Cambodgiens aux hommes étrangers pour la prostitution.

« Je crois bien que la justice au Cambodge marche à reculons à bien des égards, » dit Naly Pilorge, la directrice de LICADHO, une ONG Cambodgienne pour les droits de l'homme qui a pu documenter plusieurs de ces abus.

Le tribunal spécial du Khmer Rouge est tout d'abord fondé sur les droits Cambodgiens, puis augmenté aux normes internationales, et la majorité des juges et des avocats sont Cambodgiens. C'était seulement sous ces conditions même que le gouvernement aurait agréé à un tel procès.

Robert Petit, le co-procureur étranger, reconnaît que la loi Cambodgienne « est très capricieuse. » Il est également préoccupé par la façon dont le procès sera perçu au Cambodge. Puisque la cour ne jugera que les dirigeants survivants les plus âgés, les Cambodgiens ne connaîtront jamais la vraie identité de ceux qui ont tué leurs proches, et n'obtiendront jamais d'indemnité quelconque.

« La cour ne condamnera pas ceux qui ont tué mes parents, mes cinq sœurs ou mes deux frères, » a dit Roland Eng, un ancien ambassadeur Cambodgien des Etats-Unis. « Aux mieux, ce procès aidera les générations futures à comprendre l'histoire de leur pays. »

Ceux nés après le régime du Khmer Rouge semblent convenir. Pour eux, il existe un lien direct entre la corruption qu'ils constatent au quotidien et le silence et les demi-vérités qu'on leur a racontées sur le Khmer Rouge.

Solyn Seng, diplômé récent en journalisme de la principale école de commerce du pays, m'a dit: « Les Khmers doivent savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Cela débute par qui a réalisé le génocide Khmer - Pol Pot, Ieng Sary, Khieu Samphan. »

Sa camarade de classe, Chirattana Leng, diplômée en finances, estime qu'un tribunal efficace "montrerait au monde qu'il peut y avoir une justice au Cambodge, et cela ferait venir davantage d'investissements étrangers. »

Non qu'il y est pénurie en la matière. Récemment, une conférence pour les investisseurs étrangers a fait salle comble, l'assistance devant rester debout. Car tout le monde est au courant que le Cambodge a une main-d'œuvre bon marché et une pléthore de terrains inutilisés.

Le pays est en plein essor. L'économie prospère jusqu'à 10% chaque année. Des immeubles et des gratte-ciels se font bâtir partout dans la capitale. Des terrains de golf et

des zoos sont prévus pour les îles au large de la côte sud. La découverte de pétrole fera bientôt apparaître des engins dans les eaux cambodgiennes du Golfe du Siam.

Reste que l'essentiel de ces nouvelles richesses parte directement dans les poches d'un petit groupe proche du régime. Ces individus ont d'ores et déjà rasé un tiers des forêts, chassé d'innombrables paysans de leurs terres pour faire place à d'immenses plantations qui produisent du caoutchouc et de l'huile de palme et ils ont exproprié des propriétaires pauvres pour bâtir de nouveaux immeubles.

Lorsque certains de ces paysans et citadins pauvres ont plaidés leurs causes en justice, ils ont presque toujours perdu.

Telle est la chaîne ininterrompue de l'impunité au Cambodge.

Puisque le Khmer Rouge a pu échapper à la responsabilité de la mort de près de deux millions de personnes, il n'est guère surprenant que leurs successeurs se comportent comme si la loi ne les concernait pas. Si le tribunal parvient à condamner quelques-uns des anciens Khmers Rouges, ce triste état de fait pourrait enfin commencer à changer.